

Rapport sur l'utilisation des fonds de l'Etat Biélorusse pour Tchernobyl

**Le Recteur de l'Institut d'Etat de Médecine de Gomel,
Docteur en médecine, professeur
Youri I. BANDAZHEVSKY**
(Traduction de Galina Ackerman et Michel Fernex)

Concerne : le Contrôle de l'efficacité des recherches scientifiques à l'Institut Scientifique de Recherches Cliniques de la Médecine des Radiations et d'Endocrinologie. Sur la base des plans des travaux de recherche de 1998.

Les sujets analysés :

- le thème 3.2.1 : "Etude des influences des conséquences radiologiques de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé des gens, élaboration des méthodes et des moyens de diagnostic, de traitement et de prophylaxie des maladies, pour diverses catégories de victimes", dirigé par le professeur A.G.Mrotchek;
- le thème 3.2.5 : "Optimisation du système des mesures de préservation de la santé de la population atteinte et élaboration des moyens d'amélioration de l'efficacité", dirigé par le docteur en médecine L.N.Roussiaeva ;

- le thème 3.1.4 : "Elaboration et fondement pour l'application de mesures augmentant la protection de la population de Biélorussie, suite à l'irradiation pendant la période de reconstruction, après la catastrophe de Tchernobyl", dirigé par le professeur Ya.E.Kenigsberg.

Selon les documents présentés, le thème 3.2.1 : "Etude des conséquences radiologiques de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé des gens, élaboration des méthodes et des moyens de diagnostic, de traitement et de prophylaxie des maladies pour diverses catégories de victimes", consistait en 1998 en 22 programmes, avec un financement global de 13.024,0 millions de roubles.

On a consacré aux maladies de la thyroïde 7 programmes (financement global de 3.521,5 millions de roubles).

On a étudié l'augmentation du nombre des nouveaux cancers chez les liquidateurs de la catastrophe à la Centrale de Tchernobyl et dans la population des territoires contaminés par les radionucléides dans deux sections (financement global de 1.400,0 millions de roubles).

Les recherches génétiques et cytogénétiques en 1998 ont représenté en 1998 quatre programmes (financement global de 1.500,0 millions de roubles).

Les autres programmes concernent :

- des recherches hématologiques (financement de 400,0 millions de roubles),
- l'étude de la santé des enfants des liquidateurs des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (financement de 550,0 millions de roubles),
- l'étude des particularités des maladies du foie chez les liquidateurs des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et dans les populations déplacées (financement de 250,0 millions de roubles),
- le statut immunitaire (financement de 300,0 millions de roubles), l'évolution de l'ulcère peptique chez les liquidateurs (financement de 400,0 millions de roubles),
- l'étude de l'évolution du statut psychosomatique des liquidateurs et de la population déplacée (financement de 300,0 millions de roubles),
- l'étude des particularités cliniques et pathogénie des altérations circulatoires chez les liquidateurs (financement de 200,0 millions de roubles),
- l'élaboration de principes pour la création de blocs particuliers de paramètres de base des systèmes géographiques d'information pour l'analyse du risque (financement de 1254,0 millions de roubles),
- l'étude de l'état des systèmes essentiels de l'organisme des participants à des essais nucléaires, résidant en Biélorussie (financement de 250,0 millions de roubles).

La règle exige que toute réalisation d'étude soit suivie de rapports scientifiques. En plus, pour le thème 3.2.1.0.1 on souhaiterait un protocole pour les établissements du Ministère de la Santé; pour le thème 3.2.1.0.2; une demande de brevet et des recommandations méthodiques pour les thèmes 3.2.1.0.6, 3.2.1.12, 3.2.1.15 et 3.2.1.20; enfin des recommandations méthodiques et des programmes pour le thème 3.2.1.21.

Il est nécessaire d'analyser l'adéquation entre les titres de certains programmes, les formulations de leurs objectifs et de leurs buts et leurs conclusions. Nous avons bien entendu évalué les matériaux et les méthodes, en tenant compte des moyens financiers dépensés.

A notre avis, et compte tenu des critères ci-dessus, les rapports suivants méritent une évaluation positive :

- le rapport pour le thème 3.2.1.9 : "Etude des particularités de l'augmentation des néoplasies dans la population résidant dans les territoires pollués par les radionucléides", (dirigé par le docteur en médecine Okeanov A.B.) ;

- le rapport pour le thème 3.2.1.11 : "Etude de l'état de santé des enfants des liquidateurs des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl", (dirigé par le docteur en médecine Arintchine A.N.),

- le rapport pour le thème 3.2.1.12 : "Etude des particularités des atteintes du foie chez les liquidateurs des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et dans la population déplacée, perfectionnement et introduction de méthodes de diagnostic et de traitement" (dirigé par le docteur en médecine Javoronok S.V.).

Les informations contenues dans ces rapports méritent une large discussion et peuvent être utiles du point de vue scientifique et pratique. Il faut noter que les frais financiers pour la réalisation de ces recherches ont été considérablement plus modestes (300, 550 et 250 millions de roubles respectivement) que les frais engagés pour d'autres thèmes, dont les conclusions n'apportent pas d'informations nouvelles, utiles pour la santé publique.

A titre d'exemple pour ces derniers, il faut citer le thème 3.2.1.03 : "Etude des particularités du fonctionnement des lymphocytes en cas de cancer de la thyroïde induit par l'irradiation chez les enfants , dirigé par le docteur en médecine Vorontsova T.V., et financé à la hauteur de plus d'un milliard de roubles (1.050 millions de roubles). Dans la formulation de l'objectif de la recherche, il est précisé : "étudier les particularités du fonctionnement des lymphocytes lors du cancer de la thyroïde induit par l'irradiation chez les enfants". Pour cela, on a examiné 80 enfants.

Cependant les conclusions ne correspondent absolument pas à l'objectif affiché de la recherche. Elles incluent des informations connues de longue date des spécialistes de la pathologie morphologique, en particulier, la première conclusion : "La morphométrie des cellules lymphoïdes du tissu de la thyroïde a démontré que lors d'un cancer papillaire le pourcentage des petits lymphocytes baisse considérablement", de même que la seconde : "Chez les enfants atteints du cancer de la thyroïde, on constate une infiltration lymphocytaire de la thyroïde". Il me semble que pour arriver à ces conclusions il n'était pas nécessaire de dépenser plus d'un milliard de roubles, car il est impossible de formuler des recommandations sur la base de ces conclusions.

Le rapport sur le thème 3.2.1.06 : "Perfectionner le programme intégral de l'observation et de la réhabilitation des enfants souffrant du cancer de la thyroïde" (financement : un milliard de roubles), dirigé par le docteur en médecine Drozd V.M., est basé sur l'examen de 176 enfants malades, avec l'analyse de 31 paramètres cliniques et de laboratoire. Ce rapport s'achève sur les conclusions suivantes :

"La création de groupes spéciaux pour les enfants et adolescents souffrants de pathologie cancéreuse de la thyroïde dans des centres de convalescence et colonies de vacances représente une des méthodes de leur réhabilitation intégrale, qui doit être conduite, en tenant compte des altérations de l'état psychologique, physiologique, biochimique et hormonal des enfants".

"3. Lors de l'organisation d'activités sociales et pédagogiques, il faut prendre en compte la nécessité d'une période d'adaptation des enfants aux conditions du centre de convalescence et des colonies de vacances, pour éviter un excès de fatigue".

"9. Chez les enfants et les adolescents atteints du carcinome de la thyroïde et qui souffrent d'une hypothyroïdie chronique après une intervention chirurgicale, on observe des réactions de stress dans 25% des cas".

Faut-il vraiment dépenser un milliard de roubles pour arriver à ce genre de conclusions ?

Le thème 3.2.1.08 : "Elaborer les méthodes (les protocoles) pour la mise en évidence une augmentation des tumeurs malignes chez les liquidateurs des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl", dirigé par les professeurs Jakov I.G. et Kenigsberg Ya.G., financement de 1.100 millions de roubles.

L'objectif du travail consistait à élaborer une approche méthodologique unique, scientifiquement fondée, pour mettre en évidence l'augmentation des cas de cancers de la thyroïde, du poumon, de l'estomac et du sein chez les liquidateurs. Dans les conclusions, on affirme que lors de la recherche d'une pathologie cancéreuse induite par l'irradiation, la fréquence des cas de cancer de l'estomac, du poumon et du sein doit être comparée à celle des mêmes formes de cancer dans une population des mêmes catégories d'âge, résidant dans des territoires présentant le même type de risque par rapport à la fréquence. Etant donné que la période de latence du cancer de la thyroïde induit par l'irradiation a expiré avant 1993, on peut prendre comme des données de base, les indices d'avant la catastrophe, qui ne présentaient pas de différences notables entre les districts, ni dans les régions de la République.

Le rapport se termine par un projet de décret du Ministère de la Santé pour assurer l'obtention et l'analyse de l'information nécessaire pour découvrir les cas excessifs de cancers induits par l'irradiation. Spontanément, on se pose la question suivante : rien n'aurait-il donc été fait jusqu'ici ? Et ne serait-ce trop pas tard du point de vue d'aide à la population souffrante ? Le montant des frais pour réaliser ce travail est choquant : Fallait-il vraiment dépenser plus d'un milliard de roubles pour parvenir aux conclusions suivantes :

"1. Dans les régions de Vitebsk, de Gomel et de Minsk, il y a des districts où l'on a distingué une nette augmentation des cas de cancer de l'estomac et du poumon entre 1993 et 1996. En même temps, il n'y a pas eu de différence dans la fréquence des cas de cancer du sein chez la population féminine selon les districts dans la région nommée".

"2. La fréquence des cancers de l'estomac, du poumon, du sein n'a pas montré de corrélation avec les niveaux de l'incidence générale des cancers".

"3. La mortalité causée par les cancers de l'estomac, du poumon, du sein n'est pas mise en corrélation avec le niveau de la mortalité générale".

Le rapport du thème 3.2.1.21. : "Elaborer les principes pour la création de blocs séparés de paramètres de base de systèmes informatiques géographiques pour l'analyse du risque", dirigé par le professeur Kenigsberg Ya.E., financement : 1.254 millions de roubles.

Alors qu'il mobilise un financement énorme, le projet n'a pas d'objectif nettement défini. Au début du rapport, on parle de l'élaboration de principes pour la création de blocs séparés de paramètres de base, et dans les conclusions, de l'élaboration de logiciels spéciaux. Mais on ne voit pas clairement quels sont les principes pour la création des blocs. Quels blocs séparés les auteurs élaborent-ils ? Et d'une façon générale, quel est le risque analysé ? de quelles maladies s'agit-il, de toutes celles induites par l'irradiation, de cancers ou d'autres ? Une énorme place est occupée dans ce rapport par la description des programmes, alors que l'on ne précise pas quelles seront les données qui permettront d'atteindre l'objectif prévu de la recherche.

Le thème 3.1.4. : "Elaboration et fondement de la réalisation des mesures en vue d'augmenter la protection de la population biélorusse de l'impact de l'irradiation dans la période de reconstruction après la catastrophe de Tchernobyl". Programme gouvernemental de la République de Biélorussie, dirigé par le professeur Kenigsberg Ya.E. Délais de réalisation : 1996-2000.

Trois projets en font partie depuis 1998, et notamment :

- 3.1.4.01 : "Définir les tendances principales de la dynamique de l'estimation de la dose d'irradiation interne et élaborer pour la République, de nouvelles limites des doses admissibles pour le Césium-137 et le Strontium-90 dans les produits alimentaires", dirigé par le docteur en médecine Boutlova E.E.

- 3.1.4.02 : "Elaborer des recommandations de modernisation de l'ensemble actuel des mesures de protection, en vue d'une optimisation de la protection de la population de l'irradiation pendant la période de reconstruction après la catastrophe de Tchernobyl", dirigé par le docteur en médecine Skriabine A.M.

- 3.1.4.03 : "Réaliser une évaluation rétrospective et donner une estimation des doses internes accumulées de contamination de la population de diverses régions de la Biélorussie par le Strontium-90 et par des isotopes du Plutonium", dirigé par le docteur en médecine Pogodine R.I. Ces trois projets ont reçu ensemble un financement de 1.965 millions de roubles.

Le rapport sommaire concernant les projets énumérés ci-dessus, signé par le professeur Ya.E.Kenigsberg, analyse les tendances de la dynamique de l'estimation de la dose de contamination interne, en rapport avec l'élaboration des nouveaux niveaux admissibles dans les produits alimentaires pour le Césium-137 et le Strontium-90 en Biélorussie.

Il affirme : "L'analyse comparée des niveaux d'absorption des radionucléides par rapport aux normes admises en Biélorussie, en Ukraine et en Russie, a montré que la limitation des doses de la contamination interne de la population de Biélorussie est mieux assurée que celle des populations de la Russie et d'Ukraine. La comparaison des chiffres uniquement par rapport aux normes ne peut refléter de façon adéquate le degré de limitation de la dose interne. Pour une analyse comparative correcte de normes différentes, il faut évaluer le taux d'absorption de la radioactivité par la nourriture, en tenant compte à la

fois de la composition de l'alimentation standard de la population de la République et des valeurs des normes".

Il est difficile de comprendre, comme le dit ce rapport, pourquoi les populations des régions de la Biélorussie, de Russie et d'Ukraine proches du lieu de la catastrophe auraient eu, avant la dissolution de l'URSS, et auraient actuellement des régimes alimentaires différents, et comment des normes plus sévères en vigueur en Ukraine par rapport à la Biélorussie, pour plusieurs produits alimentaires de base (pour la viande en 1996, 200 Bq/kg en Ukraine contre 600 Bq/kg en Biélorussie), protègent la population ukrainienne moins bien que celle de Biélorussie.

Cependant les auteurs du rapport arrivent à une conclusion péremptoire :

"Aucune mesure rigide pour baisser les doses internes ne peut actuellement réduire la dose totale d'irradiation en dessous de 1 mSv/an, étant donné qu'elle est assurée à plus de la moitié par l'irradiation externe. Dans certaines localités des districts de Leltchitski et d'Elski, l'apport de la contamination interne représente moins de 50%, et les contre-mesures ne peuvent atteindre leur but, car dans ce cas précis, on n'arrive pas à maintenir la dose dans la limite".

Sont proches de cette conclusion, les phrases du rapport sur le thème - 3.1.4.02 : "Elaborer des recommandations pour moderniser le complexe existant des mesures de protection en vue d'une optimisation de la protection de la population contre l'irradiation pendant la période de reconstruction après la catastrophe de Tchernobyl", dirigé par le docteur en médecine Skriabine A.M.

Pour atteindre l'objectif de la recherche : "Elaborer des propositions de principe pour moderniser le système actuel des mesures de protection", la situation radiologique actuelle dans la région de Gomel a été analysée. On a sélectionné une population "critique", représentant approximativement 10% de l'ensemble de la population villageoise, dont les doses moyennes d'irradiation dépassent 1 mSv/an.

Pour ce groupe, on a évalué que le risque des conséquences tardives de l'irradiation (un cancer fatal), dépasse de 2% le niveau spontané pour une population de dimension similaire. On a établi que le rôle prédominant dans l'alimentation revient aux "soi-disantes cueillettes de la forêt", provenant essentiellement des zones interdites. On a aussi démontré qu'aucune mesure raisonnable ne peut en principe réduire de façon substantielle la dose actuelle, même si l'on parvient à exclure entièrement de la consommation des produits alimentaires locaux.

On propose un schéma général de modernisation des mesures de protection existantes, basé sur le refus du principe de mesures obligatoires dans les zones concernées, et le passage à une application volontariste et sélective des mesures de protection. On conseille de prendre obligatoirement en compte des facteurs autre que l'irradiation (facteurs économiques, sociaux et psychologiques).

De cette façon, les recommandations des auteurs du rapport qui ont dépensé 740 millions de roubles pour les rédiger, se résument à refuser le principe du respect obligatoire et universel de mesures de protection. Derrière ces paroles, on peut subodorer le principe "Chacun pour soi !", l'Etat ne portant plus aucune responsabilité pour la santé des populations.

Ceci est en opposition flagrante avec la Constitution de la République de Biélorussie et avec la Loi sur la Santé Publique. Au lieu d'expliquer aux gens quelles règles de protection contre l'irradiation ils doivent respecter, on leur propose de passer à une application volontaire et sélective de mesures de protection.

Pour cela, on doit obligatoirement prendre en considération des facteurs autres que l'irradiation (facteurs économiques, sociaux et psychologiques).

Mais on n'indique pas quelle est la part de ces facteurs. Il faut souligner que la méthode elle-même, validée par des contrôles, d'obtention des conclusions citées ci-dessus, ne nous a pas été présentée (le rapport sur le thème 3.1.4.01 : "Définir les tendances principales de la dynamique de formation de la dose interne et élaborer pour la République les nouveaux niveaux, admissibles pour le Césium-137 et le sStrontium-90 dans les produits alimentaires", dirigé par le docteur en médecine Bouglova V.E., était absent).

Thème 3.2.5 : "Optimisation du système de mesures en vue de préserver la santé de la population affectée, et élaboration de moyens d'augmenter son efficacité", dirigé par le docteur en médecine Roussiaeva L.N., montant du financement : 1.466 millions de roubles.

En 1998, ce thème incluait deux étapes :

- 3.2.5.01 : "Créer une base de données et analyser les causes de l'invalidité des populations affectées, comparées à d'autres groupes similaires de la population", dirigé par Roussiaeva L.N.

- 3.2.5.02 : "Réaliser une analyse de documents qui réglementent les contrôles de santé dans des dispensaires pour diverses catégories de personnes affectées et donner des propositions pour les perfectionner en liaison avec les grandes tendances de morbidité", dirigé par Kravtsova N.G.

La section 3.2.5.01 n'a pas d'objectif ni de tâches précis. Que signifie la création d'une base de données ? Est-ce que jusqu'ici cette information était réellement absente dans le système de santé publique ? Pour les questions ainsi posées, la conclusion de cette section inclut une phrase cruciale : "Les résultats obtenus

peuvent être utilisés lors de la création d'un fichier individualisé de l'état de santé de la population affectée, de même que de son évaluation du point de vue des mesures d'assainissement".

En guise de propositions, on indique la nécessité de contrôles médicaux pour les invalides, et pour cela, il faut fixer le statut d'invalidité non pas pour cinq ans, mais pour un an ou deux. Pour écrire cette conclusion, il a fallu dépenser 740 millions de roubles en une année seulement.

La section 3.2.5.02 (dépenses : 760 millions de roubles) se termine par la conclusion suivante : "Les résultats de la recherche menée permettent de recommander lors d'études ultérieures de la morbidité de la population affectée, d'analyser séparément chaque groupe de la population fichée dans des dispensaires spéciaux". Cela "servirait d'information de base pour les dirigeants et les organes de direction lors de la prise de décisions administratives".

De cette façon, un groupe scientifique comprenant le directeur, docteur en médecine Kravtsova N.G., un collaborateur scientifique et un ingénieur, disposant de moyens financiers énormes, recommande, lors de l'étude de morbidité de la population affectée, d'analyser séparément chaque groupe de population fichée dans des dispensaires spéciaux.

Autrement dit, l'optimisation du système de mesures pour préserver la santé de la population affectée et l'élaboration de moyens de son efficacité, doivent inclure, selon l'avis des auteurs de cette recherche, un changement de l'analyse de morbidité en vue de la création d'un fichier individualisé de l'état de santé de la population affectée.

Il est possible que, d'un certain point de vue, il soit indispensable de le prendre en considération, mais pourquoi dépenser d'énormes moyens financiers pour arriver à ce genre de conclusions ?

Conclusion générale fondée sur les dossiers étudiés.

L'octroi de moyens financiers énormes à l'Institut Scientifique de Recherches Cliniques de la Médecine des Radiations et d'Endocrinologie, (plus de 17 milliards de roubles pour la seule année 1998) pour des programmes scientifiques liés à la catastrophe de Tchernobyl n'a pas abouti à l'obtention de résultats utiles pour l'économie nationale, permettant d'assurer une protection qualitative de la santé de la population affectée par la catastrophe.

A notre avis, cela est lié à l'absence totale d'un contrôle efficace, de la part des instances supérieures, sur la planification des sujets de recherche à l'Institut Scientifique de Recherches Cliniques de la Médecine des Radiations et d'Endocrinologie, par rapport à l'actualité, à l'importance et l'utilité économique, ainsi qu'à la possibilité d'appliquer les résultats obtenus dans la pratique de la santé publique.

A la suite d'une attitude irresponsable de la direction de l'Institut Scientifique de Recherches Cliniques de la Médecine des Radiations et d'Endocrinologie, par rapport à l'utilisation des moyens financiers octroyés par l'Etat, pour résoudre les problèmes liés à la catastrophe de Tchernobyl, une grande partie de ces moyens a été dépensée inutilement.

Par ailleurs, on a financé des orientations de recherche déjà connues et l'on a négligé des orientations nouvelles, inexplorées. En conséquence, dans la plupart des rapports, il n'y a pas de recommandations méthodiques réelles pour la pratique médicale, de même que absentes des conclusions scientifiques ayant une priorité internationale.

A la lumière de cela, nous considérons qu'il serait indispensable de réviser immédiatement les programmes scientifiques destinés à surmonter les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, en privilégiant les orientations qui peuvent apporter des résultats réels, ayant de l'importance pour l'économie nationale. Pour cela, il faudrait créer une commission qualifiée, dont feraient partie les représentants de toutes les structures d'Etat et organisations réellement concernées.

Il faudrait accroître la responsabilité du Ministère de la Santé et du Comité Tchernobyl dans l'octroi des financements des programmes scientifiques liés à la liquidation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, en prévoyant un contrôle efficace de la planification des travaux de recherche du point de vue de leur actualité, de leur importance, de leur utilité économique, ainsi que des résultats obtenus et des possibilités de pouvoir les appliquer dans la pratique de la santé publique.

Pour mettre en oeuvre ces orientations, nous proposons de créer un Conseil Scientifique pour les problèmes de Tchernobyl, composé de scientifiques biélorusses et étrangers.

Le Recteur de l'Institut d'Etat de Médecine de Gomel,
Docteur en médecine, professeur
Youri I. BANDAZHEVSKY

(Traduction de Galina Ackerman et Michel Fernex)